

Consommateurs pas cobayes!

Rassemblement de citoyens écoresponsables
www.consommateurspascobayes.com

ÉTATS GÉNÉRAUX de l'ALIMENTATION

MANIFESTE DE LA CONSOM'ACTION

EN FAVEUR D'UN PLAN STRATÉGIQUE GLOBAL

POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE « DURABLES »



Dessins de Bickel terrien engagé dans la Transition écologique www.bickel.fr

Dr Lylia Le Goff

Médecin environnementaliste

Acteur de terrain et Conférencier

Engagé dans la Transition écologique

Bernard Astruc

Agro-bio-socio-écologiste depuis les années 70

Acteur de terrain et Conférencier

Engagé dans la Transition écologique

MANIFESTE DE LA **CONSUM'ACTION** EN FAVEUR D'UN PLAN STRATÉGIQUE GLOBAL POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE « DURABLES »

SOMMAIRE

I – États Généraux de l'Alimentation (ÉGA) : de quoi parle-t-on ?

- > Les deux objectifs officiels des ÉGA ; leurs implications.
- > « Une alimentation saine et durable pour tous » : une nécessité pour demain, encore faut-il s'entendre sur le sens et la portée des mots.
- > Politique agricole : répondre à la souffrance des agriculteurs et à des consommateurs en mal de confiance.

II - Alimentation, agriculture et enjeux de société.

- > Enjeux sanitaires
- > Enjeux socio-économiques
- > Gestion des ressources et de l'énergie
- > Aménagement des territoires
- > Enjeux écologiques et climatiques

III - Principales préconisations et innovations

> **Planifier dès à présent une politique agricole résolument orientée vers l'agrobiologie**

- > Reconnaître au milieu marin toute son importance
- > Définir l'exercice 2020-2026 de la politique agricole
- > Préserver notre capital semencier

> **Mettre en œuvre un « Plan Protéines »**

- > Améliorer la connaissance et l'expertise en matière de santé environnementale
- > Promouvoir l'éducation sanitaire alimentaire de la population

> **Deux mesures clés : développement de l'« agro-bio-écologie » et d'un « Plan Protéines »**

IV - Conclusion : la Transition écologique est entre nos mains (sondage WWF / IFOP octobre 2017)

**Si ce Plan stratégique global n'est pas adopté à l'issue des États Généraux de l'Alimentation,
Soyons 1 million à exiger un référendum sur le choix entre l'agro-biologie et l'agro-chimie**



Contact : 06 70 51 06 48 – labioestdanslepre@gmail.com

ÉTATS GÉNÉRAUX de l'ALIMENTATION
MANIFESTE DE LA CONSOM'ACTION
EN FAVEUR D'UN PLAN STRATÉGIQUE GLOBAL
POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE « DURABLES »

I - États Généraux de l'Alimentation (ÉGA) : de quoi parle-t-on ?

Les **objectifs officiels** de ces États Généraux sont, d'une part de « **répartir équitablement la valeur créée par la filière de production alimentaire** » entre producteurs, transformateurs et distributeurs, d'autre part de répondre aux attentes des consommateurs vis-à-vis d'une « **alimentation saine, sûre et durable** », devant être l'objectif majeur dont dépend le succès de ces États généraux avec la place centrale accordée aux consommateurs au sein des parties prenantes.

Ce qui implique, fondamentalement :

- que la plupart des agriculteurs ne soient plus des assistés dépendant d'aides, pour vivre dignement de leur travail avec une juste répartition des marges et des prix à la consommation reflétant une valeur ajoutée non faussée par l'externalisation des coûts supportés par le contribuable : le juste prix payé par le consommateur au producteur doit être transparent et résulter de pratiques plus autonomes et économes pour être « durables » ;
- que ce soient les critères d'une « alimentation saine pour tous » qui s'imposent à l'agriculture, lui dressent un plan d'action pour ses objectifs et ses pratiques, et non l'inverse, le formatage publicitaire du comportement alimentaire ayant conditionné le consommateur aux excès des productions intensives de produits animaux à l'origine de nombreux dommages sanitaires majeurs et devenus cruciaux, socio-économiques, environnementaux et climatiques ;
- que l'alimentation soit considérée comme un enjeu sociétal central, stratégique pour le bien-être et l'avenir : l'aliment ne doit plus être considéré comme un produit banal soumis aux diktats commerciaux.

« Une alimentation saine et durable pour tous » : une nécessité pour demain, encore faut-il s'entendre sur le sens et la portée des mots.

« **Une alimentation saine** » devrait répondre à quatre critères fondamentaux :

- **Deux critères de qualité des aliments :**
 - . Modes de production et de transformation non polluants, bien au-delà de l'équation « sécurité alimentaire = absence de microbes » conditionnée par les pratiques des élevages intensifs. Cette préservation de l'environnement conditionne la qualité de l'eau des nappes phréatiques et du fluvial, dont dépend en grande partie la qualité sanitaire des cultures et élevages liés au sol – trop souvent mise en cause par une pollution chronique par des pesticides et nitrates.
 - . Aliments avec une bonne densité nutritionnelle protectrice (antioxydants, fibres, acides gras insaturés, micronutriments variés, ...)

- **Deux critères de modalités de consommation :**

. Variée et équilibrée en nutriments indispensables et dans les apports entre protéines d'origines animales et végétales : l'équilibre du pilier protéique du repas conditionne l'équilibre nutritionnel dans son ensemble ; or la consommation de protéines animales est très excédentaire pour avoir délaissé les protéines végétales.

. Frugalité qui rime avec longévité : consommer des aliments pourvus d'une bonne densité nutritionnelle, riches en fibres, ainsi qu'une bonne mastication, satisfont la satiété et nos besoins nutritionnels avec de moindres quantités.

Ceci va de pair avec la lutte contre les gaspillages alimentaires, indispensable à une saine gestion des capacités nourricières de la Planète (1/3 sont perdues selon la FAO) et de la population d'un pays (en France, 280 Kg/habitant/an de nourriture à la poubelle).

« Une alimentation saine et « durable » pour tous » implique de corriger les inégalités socio-économiques limitant l'accès aux produits de qualité non pollués et nourrissants.

- Il s'agit donc de répondre aux critères d'un développement soutenable, dit « durable », à la fois vivable, viable et équitable.

Or, selon la définition officielle du développement durable intronisée au sommet de la Terre de Rio en 1992 et figurant dans le rapport Brundtland, c'est « un développement où évoluent parallèlement système économique et biosphère de façon à ce que la production issue du premier assure la reproduction du second » : ce sont précisément les caractéristiques fondamentales des cahiers des charges de l'agriculture biologique, qui renouvelle les capacités nourricières des sols pour les productions végétales (« nourrir le sol pour nourrir la plante ») et qui respecte la physiologie et le bien-être animal pour les élevages.

Alors que l'agriculture conventionnelle épuise le sol devenu un support à engrais chimiques n'apportant que trois nutriments N, P, K (azote, phosphore, potassium), les cultures ainsi fragilisées deviennent dépendantes de pesticides dits « phytosanitaires ». Il en est de même des élevages scandaleusement concentrationnaires dont les animaux objets sont dépendants de traitements antibiotiques indispensables ... à la rentabilité. Les impasses auxquelles mènent ces pratiques productivistes ne doivent pas être minimisées, voire niées, dans l'intérêt même de l'agriculteur qui en est la première victime pour sa santé et sa survie économique.



Ainsi, l'agriculture française, prétendument diversifiée, se résume en fait à deux modes de culture bien distincts : l'**Agro-chimie** et l'**Agro-biologie**. La première, dite « **conventionnelle** », occupe 93 % de la SAU (surface agricole utile), connaît de grandes difficultés économiques, sociales, sanitaires et serait carrément en faillite si le principe « pollueur-payeur » lui était appliqué. La seconde, dite « **la bio** » - qui signifie la vie ! - occupe 7 % de la SAU ; elle est en constante et forte augmentation (en moyenne 6 à 700 nouvelles installations par mois depuis 2016) en dépit du retard d'une année dans le versement des aides à la reconversion. **L'avenir est clairement en faveur de la bio** ... ce que ne semble pas avoir compris le gouvernement qui annonce la suppression des aides au maintien en bio durant les travaux des ÉGA !

Les produits biologiques répondent aux deux premiers critères fondamentaux d'une alimentation saine, non polluée et non polluante, riche en nutriments protecteurs comme l'attestent plusieurs enquêtes nutritionnelles comparatives entre produits bio et conventionnels (voir notamment les résultats de l'étude NutiNet-Santé www.etude-nutrinet-sante.fr).

- Plus riches en nutriments, supports de saveurs, les produits bio sont donc par nature plus savoureux : manger varié et de qualité, c'est se faire plaisir sans se nuire !
- Encore faut-il qu'ils ne deviennent pas un facteur de ségrégation sociale. Or les produits bio paraissent peu accessibles à tous pour plusieurs raisons :
- Production nettement insuffisante, en grande partie due à un manque de volonté politique et aux disparités d'aides, depuis des décennies, à la production et aux reconversions. *Il faut donc un changement de cap radical dans la politique agricole* menée en France pour développer l'agriculture biologique et pour qu'une alimentation saine soit accessible au plus grand nombre.
- Les externalités des productions majoritairement aidées et subventionnées, en terme de coûts environnementaux, sanitaires et d'aides à répétition, ne figurent pas sur les étiquettes à l'adresse du consommateur mais sont reportées vers le contribuable, sans quoi ils deviendraient prohibitifs et, de ce fait, les aliments bio plus abordables car ceux-ci ne font pas supporter ces charges à la collectivité : du coup, les consommateurs réguliers d'aliments bio devraient bénéficier d'un crédit d'impôts !
- Corriger ces inégalités sociales révélées par l'accès à une alimentation saine :

En dépit de ces distorsions entre les aides à la production et le prix des produits, de plus en plus de restaurations collectives accèdent régulièrement au bio sans surcoût majeur grâce aux économies réalisées avec des menus équilibrés entre protéines animales et végétales et en réduisant fortement le gaspillage alimentaire.

Nombre d'enfants doivent leur seul véritable repas de la journée à la restauration scolaire, même si celle-ci est encore décriée et doit s'améliorer.

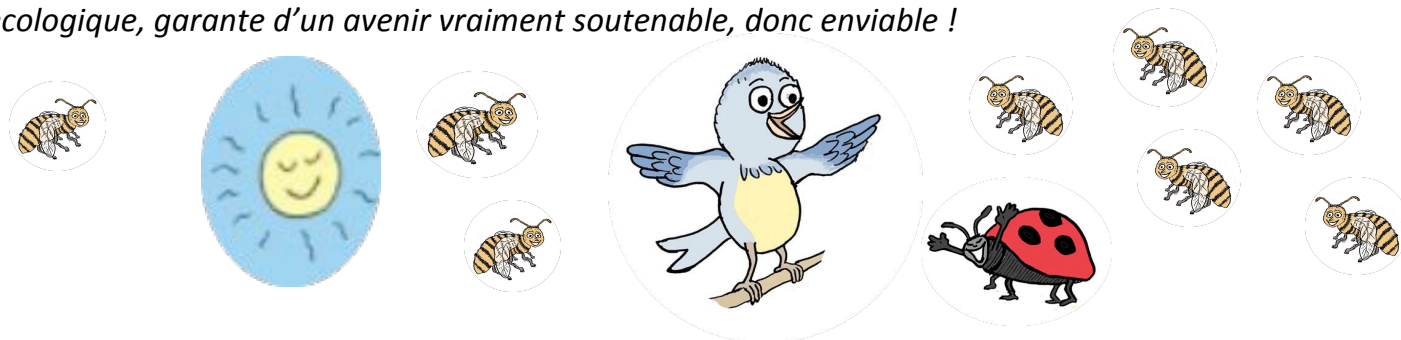
Objectif majeur pour les ÉGA, une alimentation saine à la portée de tous est un choix politique, à la fois pour le bien-être du consommateur et la survie de l'agriculteur.

Les collectivités territoriales qui promeuvent l'alternative biologique par leurs achats montrent l'exemple.

Cela ne doit pas dispenser l'Etat de considérer et de gérer l'alimentation et la restauration collective comme un *service public stratégique* non seulement pour la santé, l'environnement et le climat, mais aussi pour des enjeux socio-économiques vis-à-vis desquels le consommateur se sent de plus en plus « *consom'acteur* » : 3 milliards de repas sont servis par an en restauration collective dont 900 millions en milieu scolaire où la bio ne représente que 4%, bien loin des 20% promis par le Grenelle de l'environnement puis votés par le parlement ; il y a là un marché potentiel de la qualité considérable, véritable planche de salut pour nombre d'agriculteurs en souffrance du côté conventionnel alors que la bio est en pleine expansion du seul fait d'une « *consom'action* » citoyenne

dynamique ... *Retarder davantage la mise en œuvre des alternatives véritablement « durables » est socialement insupportable et irresponsable en termes sanitaires, environnementaux et économiques.* Or, les grandes orientations de la prochaine politique agricole pour l'exercice 2020-2026 se décident actuellement et ne peuvent – ne doivent – pas se passer d'un *bilan rigoureux, sans complaisance, du passé et de son passif, en rappelant que la politique agricole est menée en France depuis des décennies selon une cogestion entre l'Etat et le syndicat agricole majoritaire.* Ce bilan est indispensable pour répondre, en toute connaissance de causes, *aux attentes du tissu social agricole en souffrance et des consommateurs en mal de confiance.* Sera-t-elle une véritable politique de transition agricole et alimentaire ? orientée vers davantage d'agro-bio-écologie comme le demandent les citoyens, à la fois consommateurs et contribuables ? orientée par conséquent vers davantage de prévention pour la santé, l'environnement, le climat, l'économie et l'aménagement des territoires ? *Ce défaut de prévention, grave de conséquences, étant le mal chronique dans de nombreux domaines dont souffre notre société.*

Pour la France, cela représente un budget annuel de 8,7 milliards d'euros répartis selon une grande disparité, entre un nombre de plus en plus restreint de bénéficiaires et sachant que 80% des exploitations agricoles ne reçoivent que 20% des paiements directs selon la Commission européenne. Une partie de ces aides servant d'ailleurs à mettre aux normes des exploitations polluantes qui mettent la France sous la menace de sanctions européennes pour ne pas protéger ses ressources en eau. Un plan d'investissement de 5 milliards d'euros, annoncé par le président de la République, sera lancé à l'issue de ces ÉGA qui seront jugés en fonction des critères de répartition de cette manne : la mise sous perfusion permanente de l'agro-chimie qui conduit nombre d'agriculteurs à l'impasse, voire à leur disparition, ça suffit ! *L'argent public doit aller vers une transition alimentaire agro-bio-écologique, garante d'un avenir vraiment soutenable, donc enviable !*



II - Alimentation, agriculture et enjeux de société

Il s'agit de dresser un état des lieux pour établir un plan d'action répondant aux attentes.

Enjeux sanitaires

Ils sont au premier plan des préoccupations des consommateurs, sachant que les agriculteurs sont les premières victimes des facteurs de risques générés par l'agrochimie.

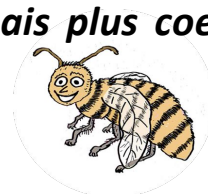
Les grands fléaux de santé publique sont en constante aggravation depuis ces 25 dernières années : surpoids, diabète, cancers (les cancers hormono-dépendants ont quintuplé), maladies cardiovasculaires, réduction de la fertilité, maladies neurologiques dégénératives mais aussi une progression très alarmante de l'autisme, des allergies... et une réduction de notre espérance de vie en bonne santé.

Les causes en sont connues : outre une excessive sédentarité, 80% des pathologies sont liées à une alimentation trop raffinée, carnée, grasse, sucrée et salée, mais aussi trop pauvre en végétaux pourvoyeurs de nutriments protecteurs (fibres, antioxydants, micronutriments, acides gras insaturés ...) et à une pollution délétère par des pesticides (pouvant cumuler des effets chroniques neurodégénératifs, perturbateurs endocriniens, mutagènes, cancérigènes, immunodépresseurs, allergisants), excès de nitrates (nitrosamines cancérigènes), additifs de synthèse (allergisants, cancérogènes, troubles métaboliques), traces d'antibiotiques (allergies, sélection de germes résistants, maladies infectieuses émergentes favorisées). Près de 40% des cancers sont liés à l'alimentation et pourraient donc être évités. Les perturbateurs endocriniens représentent un véritable péril de santé publique, actuel et très préoccupant pour les générations futures, péril pour lequel l'alimentation est au premier plan (pesticides, plastiques des emballages et contenants alimentaires ...).

Il faut compter aussi avec la pollution de l'air par les épandages de pesticides et de lisiers qui prennent une part conséquente dans les effets morbides des particules fines inhalées et responsables globalement d'une mortalité évaluée à 42000 décès prématurés par an. Cette exposition par voie aérienne – sous estimée, non prise en compte par la surveillance standard de la qualité de l'air – explique en grande partie les dosages urinaires positifs aux pesticides et autres perturbateurs endocriniens dans les urines de consommateurs réguliers de produits bio. De plus, on ne peut se référer à des « normes » car les effets perturbateurs endocriniens agissent à doses infinitésimales.



Agro-chimie et agro-biologie ne peuvent désormais plus coexister sans dommages pour la population : il faut choisir !



Au final, l'exposition à ces facteurs de risques, le maintien dans la marginalité des produits issus de l'agriculture biologique, l'excès de production et de consommation de protéines animales, l'insuffisance de consommation de produits végétaux protecteurs, conditionnent grandement ce constat :

- plusieurs enquêtes nutritionnelles comparatives prouvent l'intérêt des produits bio pour leur richesse en nutriments protecteurs par rapport aux produits conventionnels. La plus récente et la plus significative, car elle porte sur l'état de santé en fonction du type d'alimentation – NutriNet-Santé, toujours en cours – a déjà publié deux constats en faveur de la bio ; en octobre 2013 : « bénéfique pour la santé ; réduction du surpoids ; les consommateurs bio sont proches du PNNS » ; en juillet 2017 : « la consommation d'aliments bio est associée à une diminution de la probabilité d'avoir un syndrome métabolique ».

- l'apport en protéines s'est radicalement inversé depuis l'envol de l'agro-industrie avec ses élevages intensifs hors sol ; la consommation de viande a plus que doublé des années cinquante à 2010 pour atteindre plus de 100 kg/an/personne, tandis que la consommation régressait de 50% pour les céréales et de 75% pour les légumineuses, cette réduction de consommation de protéines végétales étant accentuée par le raffinage des produits céréaliers. Des pays émergents tels que la Chine suivent notre exemple et la voie est ainsi toute tracée vers l'implosion de la Planète par la

fourchette. Cette dérive du « tout protéines animales » favorise 3 des principaux fléaux de santé publique : surpoids, maladies cardio-vasculaires, cancers, par la consommation de graisses saturées liées aux excès de consommation de produits carnés, surtout viandes rouges et charcuteries.

Concernant la consommation des produits de la mer

Précieux pour leurs qualités nutritionnelles (deux repas de poissons par semaine sont conseillés, mais pas plus de deux repas de viandes) : apports à la fois de protéines et de graisses à dominante insaturées (oméga 3 protecteurs), à l'inverse des produits carnés apportant des graisses à dominante saturées, facteurs de risques si consommées en excès ; mais ces corps gras concentrent d'éventuelles pollutions, d'où l'importance de préserver les milieux marins pour le poisson sauvage (exiger l'indication de son lieu de pêche) et des conditions d'élevage en aquaculture : pisciculture bio ou non bio elles-mêmes sources de pollutions.

Pêche et aquaculture se partagent grosso modo le marché dans le monde selon la FAO : 170 millions de tonnes en total en 2015, soit une consommation de 17 Kg par an et par personne ; le Français est parmi le plus gros consommateur en Europe : 24,6 Kg par an (avec 5 fois plus de poissons de capture que d'aquaculture) ; la FAO constate une forte dégradation des réserves halieutiques : 60% des stocks sont pleinement exploités et 30% surexploités ; l'aquaculture est l'industrie alimentaire qui a connu la plus forte croissance, sachant que cela implique une pêche fourragère de plus en plus prédatrice (là aussi, gabegie de ressources car le ratio entre la quantité de poissons sauvages pour obtenir du poisson d'élevage est en moyenne de 4/1), même si la tendance est de remplacer les farines et huiles de poissons par du soja et granulés comparables à ceux gavant les élevages de porcs et de bovins (avec pour conséquence nutritionnelle, dans la chair du poisson d'élevage intensif, une baisse des oméga 3 au profit des acides gras saturés ... comme dans les produits carnés ... !).

Il s'agit de réduire ces excès carnés de consommation pour parvenir à un équilibre entre protéines d'origines animales et végétales, dans un premier temps (l'objectif étant d'atteindre la proportion 1/3 de protéines animales pour 2/3 de protéines végétales) ; protéines végétales sous forme de céréales peu raffinées et de légumineuses ; avec une mention particulière pour ces dernières qui, de tous les aliments, ont la composition nutritionnelle la plus riche en protéines, fibres et nutriments variés , mais dont l'index glycémique est faible ce qui protège des maladies de surcharge et du diabète ; de plus, leurs cultures apportent de l'azote au sol réalisant un véritable engrais vert. D'ailleurs, la FAO a décrété 2016 année internationale pour les légumes secs afin d'attirer l'attention sur leurs grandes vertus : *c'est dire à quel point il est grand temps de corriger l'erreur très dommageable d'avoir délaissé les légumineuses pour les produits carnés.*

Cet excès de production et de consommation de produits animaux conditionne aussi grandement les autres enjeux de société liés à l'alimentation.

Enjeux socio-économiques

L'excès de consommation de produits animaux pèse aussi sur le budget des ménages car ils sont onéreux par rapport à leurs équivalents en protéines végétales bien plus économiques : l'équilibre alimentaire en terme d'apports en protéines sauvegarde à la fois la prévention sanitaire alimentaire

et l'équilibre du budget en réduisant des produits onéreux, ce qui doit faciliter actuellement la mise à disposition de produits de qualité pour le plus grand nombre, sachant que le possible est démontré depuis une vingtaine d'années dans l'Ouest, d'abord à Lorient, et dans le sud à partir du CIVAM bio du Gard, qui, depuis, ont fait école en France en fonction uniquement d'initiatives territoriales locales faute d'une impulsion politique gouvernementale.

Dépendance de notre agriculture aux deniers publics (la PAC représente un peu moins de 40% du budget européen et notre contribution à cette fraction est estimée à 133 € / foyer français / an).

Notre balance commerciale est grevée par d'importantes importations de protéines fourragères sous forme de soja, au lieu de développer des productions, adaptées à nos sols et climats, de protéines végétales tant fourragères que destinées à la consommation humaine pour réduire les excès carnés ; en outre ces importations sont un véritable cheval de Troie pour les cultures d'OGM liées aux pesticides du continent américain et qui polluent ainsi nos chaînes alimentaires via l'alimentation animale.

L'externalisation des coûts sanitaires, des dépollutions et autres aléas du productivisme est supportée par le contribuable ce qui pénalise les filières de qualité, alors que les alternatives agro-bio-écologiques présentent un grand intérêt pour être plus autonomes et économes ; or la France importe de 30 à 40% de sa consommation bio destinée aux consommateurs, auxquels s'ajoute une grande part de l'alimentation fourragère destinée aux élevages bio.

Coûts sanitaires : 60% des dépenses totales de maladie sont dues aux maladies chroniques (dont 9% pour le diabète soit 12 milliards d'euros) ;

Gaspillages alimentaires : selon la FAO, cela se chiffre par 1,3 milliards de tonnes par an jetées aux poubelles tandis que 800 millions d'humains sont affamés ; à notre échelle, les réduire représente une économie très significative qui facilite l'accès à des produits de qualité, démonstration faite en restauration collective.

Coût social : coûts sanitaires pour la société ; le tissu social agricole conventionnel est victime d'une hémorragie à raison de 35 000 exploitations/an ; selon la MSA (mutualité sociale agricole), plus de la moitié des agriculteurs déclare percevoir moins de 450€ par mois ; la désespérance est telle, actuellement, qu'elle se traduit par une moyenne de 1 à 2 suicides/jour !

Alors que la ferme bio crée des emplois valorisants, non délocalisables, elle fait l'économie d'intrants et de produits intermédiaires auxquels l'agrochimie est dépendante, ce qui explique son caractère à la fois plus autonome et économe, avec de bien meilleures marges, valeurs ajoutées et rentabilités attestées par l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) – voire de bien meilleurs rendements avec les procédés de permaculture. De plus, l'agriculteur bio est valorisé aussi par le sentiment d'un service rendu au Bien commun par le respect et la préservation des équilibres naturels, par le lien social des rapports de proximité qu'il entretient avec les consommateurs et les collectivités territoriales, indispensables à la vitalité rurale.

Le consommateur peut – et doit - jouer un rôle pour inverser cette spirale infernale du productivisme, redonner espoir au paysan par son pouvoir d'achat en faveur de la qualité qui crée de l'emploi : c'est cela se comporter en « *consom'acteur* » !

Gestion des ressources et de l'énergie

- 1 tonne d'engrais chimique NPK équivaut à 3 tonnes de pétrole ; l'engrais vert de l'alternative agro-bio-écologique coûte en moyenne 7 fois moins cher en toute autonomie.

Il faut prendre conscience de la véritable gabegie de ressources que représentent les excès du « tout protéines animales » : il faut de 7 à 9 grammes de protéines végétales pour obtenir 1 g de protéines animales - jusqu'à 12 pour le bœuf ! 70 % des surfaces agricoles et 26 % des sols de la Planète sont consacrés aux élevages et aux productions fourragères ; plus de 50 % des protéines végétales produites dans le monde sont destinées au bétail, au détriment des pays émergents dont les cultures vivrières sont sacrifiées au profit de cultures spéculatives destinées à nos élevages intensifs ; une partie de ces protéines végétales pourrait participer à la lutte contre la faim dans le monde, sans retirer trop de steaks de la bouche des nantis dont la santé bénéficierait ainsi d'un meilleur partage.

Où l'on voit que réduire la production et la consommation de viande permettrait de nourrir mieux et plus de monde, et que cela dépend d'une meilleure gestion des ressources étroitement liée à une volonté politique.

« **Manger local** » revêt beaucoup d'intérêt en terme d'économie d'énergie et de pollutions lorsque l'on prend conscience qu'un tiers des transports routiers européens roule pour notre assiette.

Aménagement des territoires

Des ceintures périurbaines agro-bio-écologiques sont déterminantes pour la gestion de l'eau potable (exemples de la Bavière, de la Toscane, etc.), la qualité de l'environnement, l'approvisionnement alimentaire de proximité, l'emploi agricole, la mise en place de trames vertes et bleues : c'est insister sur l'importance d'une « *consom'action* » des *collectivités territoriales*, notamment avec leurs restaurations collectives : des commandes régulières de produits alimentaires de qualité et de proximité sont déterminantes en termes d'exemplarité politique et de développement soutenable.

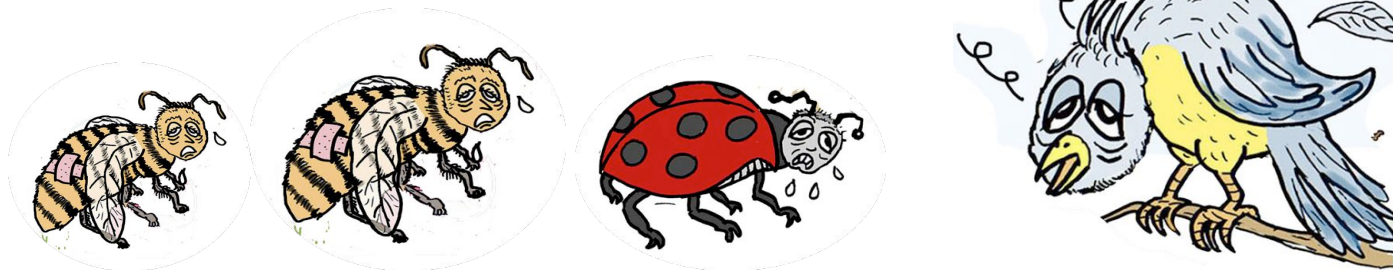
Là encore apparaissent les méfaits des excès des productions animales en terme de déforestations dans les pays émergents ; d'obligation en France de mettre en œuvre des mesures coûteuses de reconquête de la qualité des eaux, de lutte contre des marées vertes à la charge de l'Etat et des collectivités locales, etc.

Les ÉGA doivent corriger ce mal français en s'inspirant du possible démontré chez nos voisins allemands du Bade-Wurtemberg et de la Bavière qui bénéficient depuis une vingtaine d'années d'une politique de reconquête de la qualité de l'eau et des paysages grâce à l'investissement des mesures agri-environnementales européennes dans une reconversion en bio, des élevages herbagers, des vergers, l'agroforesterie ... Munich a calculé que l'achat d'un litre de lait bio contribue ainsi à la protection d'environ 10 000 litres d'eau potable ; que le coût du programme de soutien à la bio revient à 1 centime d'euro par mètre cube d'eau distribuée (coût amorti par un retour sur investissement du fait des économies réalisées par l'absence de pollutions !), alors qu'en France le coût moyen de la dénitratisation de l'eau est de 15 à 30 fois plus élevé : dépenses à fonds perdus supportés par la collectivité ! Où l'on voit à l'évidence que le contenu bio de l'assiette doit s'intégrer dans l'aménagement durable des territoires.

Enjeux écologiques et climatiques : ils sont considérables

- **Pour la gestion de l'eau** : l'agriculture est par nature la plus grande consommatrice d'eau avec plus de 70 % ; or, on encourage son gaspillage par des primes et subventions : notamment pour irriguer du maïs fourrager, plante subtropicale grande consommatrice d'eau, elle-même privilégiée par des primes spécifiques depuis des décennies ! La production de 1 Kg de céréales (blé) consomme 1000 l d'eau et celle de 1 Kg de bœuf 12000 l d'eau. 96% des rivières et 61% des eaux souterraines sont polluées par les pesticides selon l'IFEN ... Les pollutions par nitrates et phosphates, dues aux effluents des élevages hors sol et des engrais chimiques des cultures, asphyxient l'eau douce par eutrophisation et envahissent le littoral sous forme de marées vertes avec de graves conséquences sanitaires et économiques : autant de fléaux grevant la biodiversité et les deniers publics.

- **Pour la biodiversité** : une sixième extinction des espèces est en cours, ce qui devrait amener à bannir les pesticides qui sont des biocides, des tueurs de vie.



Le glyphosate défraie régulièrement la chronique ; il serait « indispensable à l'agroécologie » : de quoi parle ce lobbyiste céréalier et de qui se moque-t-il ? ... « pas question de l'interdire avant de mettre au point des alternatives » : pour poursuivre la fuite en avant mortifère ?...

La véritable alternative existe : c'est la formation à des pratiques agronomiques qui font de la biodiversité une alliée et non un ennemi à éradiquer.

Rappelons que le glyphosate est un herbicide total, qui tue tout végétal (excepté celui qui a été manipulé génétiquement pour le tolérer, ce qui renforce le monopole via les OGM) ; Monsanto a mené une campagne diffamatoire et calomnieuse contre les scientifiques qui ont révélé la dangerosité de cet herbicide (Gilles-Éric Séralini en France ; les experts de l'OMS qui ont classé ce principe actif cancérigène probable), après s'être livré à une véritable manipulation de publications scientifiques pour abuser les autorités nord-américaines et européennes et imposer son produit. Merci aux lanceurs d'alerte, aux journalistes d'investigation et au film « Le Roundup face à ses juges » de révéler ce scandaleux « Monsanto Papers ».

- **Pour les gaz à effet de serre** : 36 % sont liés au contenu de notre assiette – le plus important contingent – selon un bilan cohérent prenant en compte tout ce qui est mis en œuvre pour l'approvisionner ; bilan^(*) très influencé par les modes de distribution (mangeons local !), de production (la bio réduit d'1/3 le bilan carbone pour un même type de production à la fois pour réduire les intrants et mieux fixer le carbone dans le sol ; les légumineuses ont un bilan carbone dix fois moindre que celui de la viande de bœuf !) et de consommation (le bilan carbone du végétarien est deux fois moindre que celui du mangeur régulier de viande).

(*) références : IFEN, ADEM, RAC.

Notre comportement alimentaire conditionne ces grands enjeux : *mangeons des produits issus de l'agriculture biologique ou en reconversion, locaux quand cela est possible, de saison, frais plutôt que transformés et emballés, en réduisant les protéines carnées au profit des protéines végétales, en réduisant aussi les gaspillages : la recette est la même pour préserver notre budget et les équilibres socioéconomiques, notre santé et celle de la planète !*

Le rapport de la FAO de mai 2007 portant sur « Agriculture biologique et sécurité alimentaire » établit clairement que la situation serait grandement améliorée par l'agriculture biologique – en termes de qualité et de diversité alimentaires, d'enjeux énergétiques et de ressources, d'enjeux écologiques et socioéconomiques, notamment en stimulant une économie relocalisée –, mais que « cela dépend avant tout d'une volonté politique ». Les travaux des ÉGA doivent s'inscrire dans ce contexte international qui a clairement indiqué la voie d'avenir ; avec d'ailleurs une incompatibilité avec la mise en œuvre, même provisoire, de l'accord de libre échange entre l'UE et le Canada (CETA), en contradiction flagrante avec nos protections sanitaires et environnementales, qui doit par conséquent être abandonnée.

III - Principales préconisations et innovations

Elles s'inscrivent dans une véritable *transition alimentaire et agricole* indispensable à l'avènement d'une transition globale écologique et énergétique, centrée par une conversion à des modes de production agro-bio-écologiques et par une éducation sanitaire alimentaire à l'équilibre alimentaire. L'ensemble étant charpenté par un « plan protéines » rétablissant l'équilibre entre les protéines d'origines animales et végétales dans leurs productions et leurs consommations.

Planifier dès à présent une politique agricole résolument orientée vers l'agro-bio-écologie

- par des aides prioritaires à l'installation et au maintien : objectif minimum de 50% de SAU en bio pour 2050 selon l'étude « Afterres 2050 » de SOLAGRO ;
- dans l'immédiat, le minimum est d'appliquer strictement les mesures de préservation de l'eau et des riverains (interdiction de l'usage de pesticides aux abords des eaux de ruissellement, des écoles et des habitations ; protection des périmètres de captage pour une eau potable exempte de toute pollution, les activités agricoles de proximité éventuelles étant uniquement agro-bio-écologiques).
- par la formation initiale et continue des agriculteurs ; à commencer par les enseignants des lycées et instituts agricoles, les formateurs et conseillers techniques des chambres d'agriculture : former des formateurs, notamment en ayant recours à l'expérience précieuse des agriculteurs bio en fin d'activité.
- par un accès au foncier prioritaire en faveur des installations « durables » :
 - . particulièrement en zones périurbaines ; sujet particulièrement d'actualité dans la région parisienne lorsque l'on assiste à l'avènement du projet aberrant du « gigantesque centre commercial EuropaCity » du Triangle de Gonesse : préserver du bétonnage des terres à

vocation agricole pour un approvisionnement de qualité et de proximité relève d'une impérieuse nécessité impliquant des mesures réglementaires et fiscales.

. moratoire portant sur l'artificialisation des terres agricoles.

- par des commandes réglementées de produits bio en restauration collective :

. objectif 20% du Grenelle de l'environnement enfin respecté pour 2020

. transférer une partie des aides actuelles à la production vers les restaurations des collectivités territoriales pour l'achat de produits bio et de proximité afin de développer la bio par la demande et de sauvegarder l'emploi agricole : c'est une urgence.

. objectif 50% pour 2050 au plus tard (ce qui rejoint l'objectif énoncé par le Président de la République durant sa campagne électorale : « 50% d'écologique ou de bio ou de local en 2025 dans les cantines » ; à ceci près que les enjeux nécessitent « bio et local »), amenant à la préconisation suivante

- par un ancrage territorial :

. développer des ceintures vertes bio périurbaines dédiées à l'approvisionnement de proximité des collectivités territoriales ; le cahier des charges des restaurations collectives stipulant l'achat de produits biologiques et de proximité – particulièrement pour les établissements scolaires et hospitaliers – sans que le surcoût éventuel soit imputable aux consommateurs ; ce qui implique de modifier les critères de commande des cahiers des charges en cohérence avec le développement durable.

. accompagner des initiatives locorégionales mettant en œuvre une transition écologique ; un cadre insulaire est emblématique et renforce cette nécessité de tendre vers davantage d'autonomie alimentaire et énergétique ; exemple novateur du projet « Oasis Réunion ».

- par un programme de recherches et d'innovation en agriculture biologique afin de développer et d'enseigner le potentiel remarquable de la biodynamie, de la permaculture, de l'agroforesterie, jusque-là marginalisées.

- par une maîtrise des cahiers des charges bio :

. au niveau européen, pour corriger leurs dérives laxistes

. au niveau français, pour maintenir les garanties offertes par les cahiers des charges nationaux et associatifs (Nature et Progrès, Demeter, Bio Cohérence) et leur référencement sur les produits des filières adhérentes.

Reconnaître au milieu marin toute son importance

- pour ses réserves alimentaires considérables et renouvelables, à condition de planifier une politique de pêche durable concertée sur le plan européen et international, portant à la fois sur les quotas halieutiques et sur la lutte drastique contre les pollutions (renforcer la mise en commun de moyens, marins et aériens, de surveillance et d'intervention, puis de sanctions vraiment dissuasives contre les pollueurs).

- pour le potentiel considérable que représente la vaste zone exclusive économique maritime dont dispose la France (*): importance majeure d'une politique concertée de l'exploitation durable du littoral en aquaculture, selon des critères stricts acceptables (voir le rapport du 13/06/2017 du CESE « Fermes aquacoles marines et continentales : enjeux et conditions d'un développement durable réussi ») ; il faut absolument éviter que se renouvelle sur nos côtes une exploitation intensive comparable à celle pratiquée en agriculture.

- pour son rôle régulateur du climat qui, associé à son rôle de garde-manger, mérite qu'on lui accorde aussi des Etats Généraux (rappelons qu'il a fallu beaucoup insister pour que la COP 21 accorde quelques lignes aux océans...).

(*) : zone exclusive économique maritime française (ZEE) : la première du monde avec 11 691 000 Km² (France + DOM + îles éparpillées dans tous les océans), soit 8% de toutes les ZEE pour 0,45% des terres émergées.

Mettre en œuvre un « plan protéines »

- commencer par appliquer l'article premier de la loi OGM du 25 juin 2008 dont l'objectif est que la France recouvre une autonomie alimentaire en terme de productions fourragères et ne se rende plus dépendante d'importations transgéniques ;

- objectif : parvenir le plus rapidement possible à un équilibre entre les productions de protéines d'origines animales et végétales destinées aux consommateurs : si le fait de consommer trop de viande est maintenant reconnu comme très dommageable, la production (et les importations) de protéines végétales demeurent très majoritairement fourragères, y compris en bio. Le « Plan protéines végétales pour la France 2014-2020 » est nettement insuffisant et manque de cohérence : le renforcer et l'accélérer est une urgence.

- cet objectif stratégique doit être fondateur à la fois pour l'agriculture et l'alimentation.

Définir l'exercice 2020-2026 de la politique agricole

Sa feuille de route découle des objectifs précités, la masse financière des aides devant être répartie en fonction de critères sociaux, économiques, environnementaux et climatiques, de qualité (nutritionnelle très liée aux enjeux sanitaires) et de proximité, en faveur :

- du maintien des exploitations engagées dans les alternatives de qualité dites « durables » : agrobiologiques et « agroécologiques » ;

- de l'installation de jeunes agriculteurs dans ces filières de qualité afin, d'une part, de revivifier le milieu rural par de nouvelles fermes à taille humaine, adaptées à la spécificité des territoires ; d'autre part de répondre à une forte demande de la consommation intérieure en constante augmentation, elle-même facteur d'emploi vital pour répondre ainsi à la désespérance du milieu social agricole ;

(en même temps, les aides réparties en fonction des volumes doivent cesser, car injustifiées en termes d'emplois, de qualité et de santé environnementale ; il faut arrêter cette fuite en avant qui favorise la disparition de fermes au profit d'exploitations de plus en plus démesurées (*))

- du soutien de la demande intérieure via la restauration collective s'approvisionnant en produits bio et « durables », si possible de proximité, pour créer des emplois non délocalisables par effets induits ;

- de la mise en œuvre du « plan protéines » cité précédemment, véritable charpente de la transition alimentaire et agricole.

(*) voir le rapport de l'IPES-Food « Too big to feed us » Rome, 13 octobre 2017 www.ipes-food.org

Parallèlement à toutes ces aides : réglementer un commerce équitable entre producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs, pour une plus juste répartition de la valeur créée ; suspendre l'application des accords du CETA ; stopper les négociations du TAFTA.

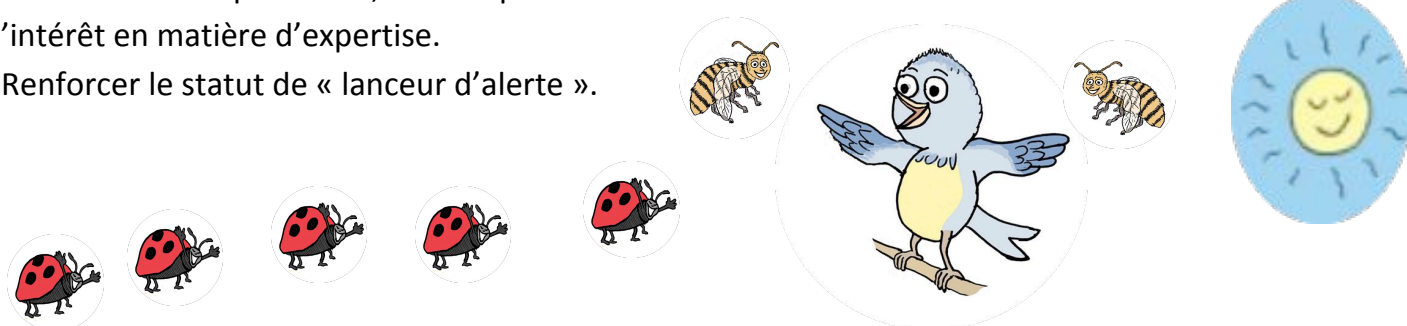
Préserver notre capital semencier

Enjeu vital pour la biodiversité et le libre choix alimentaire, la préservation de l'intégrité et de l'indépendance des filières semencières doit être un dossier crucial pour les ÉGA : qui détient le monopole des semences détient le pouvoir alimentaire et donc LE pouvoir.

- Libérer les semences du carcan que représente le « catalogue officiel des espèces et variétés » géré par le GNIS, réservé aux semences hybrides, excluant les semences paysannes et variétés anciennes en fonction de critères d'homogénéité et de standardisation qui sont une négation de la biodiversité et favorisent les monopoles et le brevetage du vivant.
- Légaliser la mise en vente de ces semences patrimoniales (considérées jusqu'à présent comme « hors la loi »).
- Encourager le développement de filières de production de semences bio.

Améliorer la connaissance et l'expertise en matière de santé environnementale

- Renforcer le PNSE (Plan National Santé Environnement) par des registres épidémiologiques territorialisés de manière à établir des diagnostics de santé environnementale d'agglomérations et de mieux cibler une prévention dans laquelle les facteurs de risques polluants et alimentaires jouent un grand rôle.
- Intégrer la recherche de pesticides dans la surveillance de la qualité de l'air avec des mesures adaptées en cas d'alerte.
- Renforcer l'indépendance, la transparence et lutter radicalement contre les conflits d'intérêt en matière d'expertise.
- Renforcer le statut de « lanceur d'alerte ».



Promouvoir l'éducation sanitaire alimentaire de la population

- Par une campagne publique d'éducation à une alimentation saine, variée et équilibrée, de manière à tendre vers une consommation à parts égales, dans un premier temps, entre protéines animales (viandes, poissons, œufs et produits laitiers) et végétales (légumineuses et céréales non ou peu raffinées, riches aussi en fibres et nutriments protecteurs), ce qui conditionne un ensemble d'apports harmonieux dont l'exemple type est celui de l'alimentation traditionnelle méditerranéenne ; l'objectif étant d'atteindre la proportion d'1/3 de protéines animales pour 2/3 de protéines végétales. Avec un impératif : sachant que ce sont les organismes en pleine formation et croissance qui sont les plus vulnérables aux perturbateurs endocriniens, pollutions et déséquilibres alimentaires, les femmes enceintes et allaitantes, les restaurations scolaires, doivent en priorité faire l'objet de mesures facilitant l'accès à des produits bio abordables.

Ce qui implique des actions politiques et pédagogiques concertées avec :

. les collectivités territoriales (régions, départements, communes, associations des régions et maires de France) et les œuvres universitaires (CROUS) : ce sont les maîtres d'œuvre en matière de restauration collective (respectivement : lycées, collèges, écoles et hébergement des personnes âgées, domaine hospitalier, universités) ; nombre d'entre elles montrent l'exemple (avec des « maisons d'éducation à l'alimentation durable » ...) qu'il s'agit de suivre, de conforter et d'amplifier sur le plan national.

. le PNNS (Plan National Nutrition Santé) :

. ses contenus et missions doivent être renforcés avec des informations pédagogiques au sujet des protéines végétales (leur rôle fondamental dans l'équilibre alimentaire, la manière de les associer ou de les alterner avec des protéines animales – plats principaux « classiques », mixtes, végétariens, végétaliens), au sujet de la qualité biologique des aliments, et des méfaits du raffinage des aliments (sucre, produits céréaliers, huiles de table, sel).

Veiller à davantage de cohérence entre PNNS et PNSE (Plan National Santé Environnement) : l'alimentation fait partie intégrante de l'environnement pour l'ANSES (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail) et les grandes instances internationales épidémiologiques.

. l'Éducation Nationale

. les formations concernées :

. dans les cursus scolaires (l'équilibre alimentaire, manger sainement, doivent s'intégrer dans une culture générale) et universitaires - particulièrement des professions médicales et paramédicales - pour mettre l'accent sur la prévention : ne pas enseigner seulement les régimes des malades ...

. dans les métiers de la restauration : particulièrement en restauration collective, dont le rôle doit être moteur, des plats variés, bien équilibrés et savoureux peuvent aussi jouer un rôle pédagogique pour la population et, en milieu scolaire, s'intégrer idéalement dans un projet éducatif ; en milieu hospitalier l'accent doit être mis dans ce sens, bien au-delà des régimes, sachant que nombre de patients ont peu d'appétence pour les repas servis et sont dénutris après leur séjour.

. dans les métiers de la distribution.

. le consumérisme associatif : importance majeure de renforcer son rôle pédagogique en matière d'éducation sanitaire alimentaire et de prévention, et de garant de la santé publique auprès des autorités publiques et du monde marchand.

. les milieux associatifs à caractère social et environnementaliste.

- Par l'étiquetage des produits alimentaires :

. pour les viandes, œufs, lait et laitages : indiquer le type d'alimentation de l'animal dont ils sont issus (bio ; sans OGM ; avec OGM et leur taux, sachant que 9 animaux d'élevage sur 10 sont nourris aux OGM).

. l'étiquetage nutritionnel des aliments : améliorer et rendre obligatoire la démarche NutriScore ; rendre obligatoire l'indication de l'index glycémique des aliments contenant des glucides et le taux d'acides gras trans.

. renforcer la lutte contre les publicités et allégations nutritionnelles trompeuses et mensongères ; protéger davantage l'enfant ciblé par les promotions alimentaires ; mettre à contribution (taxe sur les budgets publicitaires) les annonceurs pour participer au financement des campagnes de prévention sanitaire alimentaire, d'un étiquetage nutritionnel transparent, du renforcement du PNNS.

. dossier urgent : les OGM obtenus par les nouvelles « techniques d'édition du génome » (NBT) doivent être soumis à la législation européenne (évaluations environnementale et toxicologique ; autorisation ; étiquetage ; suivi) ; ils sont déjà dans les champs et introduits dans les chaînes alimentaires ; cette transparence en matière d'OGM a fait l'objet d'une campagne et d'une pétition déposée auprès de la Commission européenne par l'association « *Consommateurs pas cobayes !* »

- Par une politique résolue de lutte contre le gaspillage :

Résultante d'une éducation alimentaire menant vers davantage de frugalité.

Très concrètement, rappelons :

. l'énorme gâchis en ressources alimentaires pour l'humain résultant du fait d'avoir délaissé les protéines végétales au profit des protéines animales avec un « rendement » nutritionnel insoutenable.

. que des communes telles que Mouans-Sartoux (06), ont une restauration collective à 100% bio en grande partie grâce à cette lutte anti-gaspi.

Renforcer le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire dans ses objectifs, obligations de moyens, de contrôles et de résultats (diviser ce gaspillage au moins par 2 d'ici à 2025) ;

. en concertation avec les métiers de la restauration, de la distribution, associatifs sociaux et humanitaires (« donner plutôt que jeter ») : la lutte contre le gaspillage alimentaire doit s'intégrer dans les formations professionnelles.

. en s'appuyant sur le rôle pédagogique de jardins bio en milieu scolaire et autres collectivités sous forme de jardins familiaux, partagés et solidaires communaux ; de fermes pédagogiques réparties dans chaque département.

Deux mesures clés à adopter d'urgence

- Développement de l'**agro-bio-écologie**, avec une composante d'ancrage territorial sous forme de ceintures périurbaines dédiées à un approvisionnement de proximité et de qualité ; cahier des charges des restaurations collectives stipulant l'achat de **produits biologiques et de proximité** – particulièrement pour les établissements scolaires et hospitaliers – sans que le surcoût éventuel soit imputable aux consommateurs.

- Mise en œuvre d'un « **plan protéines** », équitable entre protéines d'origines animales et végétales, en termes de production et de consommation.

IV Conclusion

Deux sondages viennent d'être réalisés (sur deux échantillons représentatifs, de 1000 personnes chacun) qui confortent la raison d'être de ce Manifeste et renforcent ses préconisations :

- celui de *Consommateurs pas cobayes !* du 20 septembre 2017 : « **États Généraux de l'Alimentation : sans les consommateurs !** » sur la perception des ÉGA par la population :
 - . 1 % des sondés seulement a une idée de ce que représentent ces ÉGA
 - . 0 % des sondés sait qu'une consultation des consommateurs est en ligne sur le site du Ministère de l'Agriculture
- celui de l'IFOP / WWF du 10 octobre 2017 : « **Les Français, la consommation écoresponsable et la transition écologique** », selon lequel :
 - . 93 % pensent que leur santé est impactée par la présence de pesticides dans les aliments consommés ;
 - . 87 % sont favorables à ce que les aides publiques soient orientées vers des pratiques agricoles écoresponsables (bio, permaculture, agroécologie) ;
 - . 78 % sont favorables à un moratoire sur l'artificialisation des terres agricoles ;
 - . 70 % sont favorables au changement d'habitudes de consommation pour aller vers des produits plus responsables ;
 - . 62 % achètent des produits bio (souvent ou de temps en temps) dont 19 % très souvent ;
 - . 67 % sont favorables à la diminution de leur consommation de protéines animales ;
 - . 72 % désirent aller vers davantage de produits bio pour un même budget.

Ces données sont sans appel et montrent que les solutions dépendent aussi de nous : les Français rejettent le modèle agro-alimentaire actuel jugé dangereux pour leur santé et l'environnement et sont prêts pour une véritable transition alimentaire et agricole.



Deux campagnes à soutenir d'urgence

CONSOMMATEURS PAS COBAYES !
Expression de citoyens consommateurs éco-responsables

CAMPAGNE	CAMPAGNE
« MORATOIRE OGM »	« OGM TRANSPARENCE »
PÉTITION N°1	PÉTITION N°2
En vertu de l'application du principe de précaution en faveur des citoyens consommateurs	En vertu du droit à une information transparente en faveur des citoyens consommateurs
	
objectif : 200 000 signatures	objectif : 1 000 000 signatures

À SIGNER ET FAIRE SIGNER SUR WWW.CONSOMMATEURSPASCOBAYES.COM
À PARTAGER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX – À SUIVRE SUR WWW.FACEBOOK.COM/MORATOIROGMPesticides

AGISSONS ENSEMBLE D'URGENCE !

Devenez relais local : contact@consommateurspascobayes.fr / 06 70 51 06 48

Un Manifeste à soutenir d'urgence

« OASIS – RÉUNION »
soyons 20 000 citoyens consommateurs
à EXIGER l'adoption partout sur l'île
d'une **AGRICULTURE 100 % BIO**
avec : • 0% de fertilisants chimiques
• 0% de traitements chimiques • 0% d'OGM

S'INFORMER / SIGNER / FAIRE SIGNER
CO-FINANCER / PARTAGER
sur WWW.OASIS-REUNION.BIO
contact@oasis-reunion.bio

Ce mini-tract est à donner à 1 autre personne qui,
après avoir signé sur internet, devra faire de même
DEVENIR RELAIS LOCAL [contact 0692 95 45 45](tel:0692954545)

Toutes ces organisations œuvrent pour une Transition écologique : soutenons les !

*Action Contre la Faim www.actioncontrelafaim.org *Agence Bio www.agencebio.org
* Agir pour l'Environnement www.agirpourenvironnement.org * AFAF
www.agroforesterie.fr * ATTAC France <https://france.attac.org> * Association
Végétarienne de France www.vegetarisme.fr * Bio Cohérence www.biocoherence.fr
* Bio Consommateurs Paca France www.bioconsommateursprovence.com * CCFD
Terre Solidaire <https://ccfd-terresolidaire.org> * Collectif de Défense des Terres
Fertiles <http://collectif-terres-fertiles.org> * Confédération Paysanne
www.confederationpaysanne.fr * Consommateurs pas
cobayes ! www.consommateurspascobayes.com * CRIIGEN www.criigen.org * Demeter
www.demeter.fr * Enercoop www.enercoop.fr * Energie Environnement
<http://assee.free.fr> *Eaux et Rivières de Bretagne www.eau-et-rivieres.asso.fr * End
Ecocide on Earth www.endecocide.org * FADEAR www.agriculturepaysanne.org *
Filière Paysanne <http://filiere-paysanne.org> * Foll'Avoine <http://follavoine.sosblog.fr>
* FNAB www.fnab.org * Fondation pour la Nature et l'Homme www.fnh.org *
Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme www.fph.ch *
Fondation Un Monde par tous www.unmondepartous.org * Fondation Ekibio
www.ekibio.fr *Fondation Humus www.fondation-humus.com * Fondation Sciences
Citoyennes <https://sciencescitoyennes.org> * France Nature Environnement
www.fne.asso.fr * Générations Futures www.generations-futures.fr * Générations
Cobayes www.generationscobayes.org * Greenpeace France www.greenpeace.fr *
Inf'OGM www.infogm.org * IPSN www.ipsn.eu * La Bio est dans le pré
www.labioestdanslepre.fr * La Nef www.lanef.com * Les Amis de la Conf'
www.lesamisdelaconf.org * Les Amis de la Terre www.amisdelterre.org *
MALONGO www.malongo.com * Max Havelaar www.maxhavelaarfrance.org *
MINGA www.minga.net * MIRAMAP www.miramap.org * Natu'Réunion
www.natureunion.re * Nature & Progrès www.natureetprogres.org * Oasis Réunion
<https://oasis-reunion.bio> * OGM Dangers www.ogmdangers.org * OXFAM France
www.oxfamfrance.org * Réseau des CIVAM www.civam.org * Réseau Environnement
Santé www.reseau-environnement-sante.fr * Réseau Action Climat [www.reseau-
action-climat.org](http://www.reseau-
action-climat.org) * Semences Paysannes www.semencespaysannes.org * Syndicat
national d'Apiculture www.snapiculture.com * Terre de Liens <https://terredeliens.org>
* Terre & Humanisme www.terre-humanisme.org * Union nationale de l'Apiculture
Française www.unaf-apiculture.info *WELFARM <https://welfarm.fr> *WWF www.wwf.fr

La valeur de ce livret est de 2€

Contact : +33 (0) 670 510 648 / labioestdanslepre@gmail.com